

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5387 - Dimanche 30 mai 2021 - Prix : 10 DA

Présidence de la République

**Abdelmadjid Tebboune  
préside aujourd'hui le  
Conseil des ministres**

Page 2

Campagne électorale

## Les partis jouent la carte de la compétence des candidats

Page 2

### Législatives du 12 juin : nationalistes vs islamistes (5)

Par Mohamed Habili

**T**out ce qui a été dit jusqu'ici dans cette série consacrée aux législatives à venir pourrait paraître recevable à un lecteur non dépourvu de sens commun, mais de là à emporter son adhésion, c'est une autre affaire. C'est qu'en Algérie une objection est toujours prête à être soulevée, comme quoi on ne peut en fait rien savoir sur le champ politique algérien, et donc sur le poids relatif des uns et des autres, pour la bonne raison que la fraude électorale s'en serait toujours mêlée et à grande échelle par-dessus le marché. Depuis le début du pluralisme, le fait est qu'il ne s'est quasiment pas passé d'élection sans qu'une clameur d'indignation emplisse l'air ambiant à l'annonce des résultats, s'en prenant à la «fraude et massive et généralisée» qui y aurait présidé. A deux occasions seulement, les perdants ont accusé le coup à peu près sans broncher, alors même qu'il y aurait eu beaucoup à dire sur la régularité du scrutin : aux élections locales de 1990, puis aux législatives interrompues de 1991. Et pour cause, elles n'ont pas été remportées par le FLN, mais par l'ex-Fis, qui ne se définissait pas pour sa part comme un parti, ni même comme un représentant du peuple, mais comme le peuple lui-même, le peuple en personne.

Suite en page 3

### Cours particuliers

## Des groupes de 50 élèves par «classe» chez les commerçants du savoir



Ph/D. R.

A quelques jours des examens de fin d'année, des enseignants ont trouvé dans le soutien scolaire un gros appoint financier, enchaînant avec des groupes de 50 élèves entassés les uns sur les autres dans des garages à des tarifs exorbitants.

Page 2

Batna

### Décès du moudjahid Amar Guerfi

Page 4

Le baril de Brent s'approche des 70 dollars

### Les cours du pétrole affichent cette semaine leur plus forte hausse

Page 3

Cours particuliers

# Des groupes de 50 élèves par «classe» chez les commerçants du savoir

■ A quelques jours des examens de fin d'année, des enseignants ont trouvé dans le soutien scolaire un gros appoint financier, enchaînant avec des groupes de 50 élèves entassés les uns sur les autres dans des garages à des tarifs exorbitants.

Par Thinhinene Khouchi

L'examen de fin d'études primaires débutera dans quelques jours, soit le 2 juin, les épreuves du BEM auront lieu du 15 au 17 juin et celles du baccalauréat/session 2021 du 20 au 24 juin. A l'approche de ces examens officiels, les candidats multiplient les révisions et les cours particuliers. Malheureusement, devant la panique des parents et des élèves, certains enseignants profitent en doublant, même triplant, les heures des cours particuliers ainsi que les tarifs. En effet, le phénomène des cours particuliers est passé, ces dernières années, de l'exception à la règle, à un business qui fait baver tous les enseignants. Tous sans exception, se mettent à donner des cours particuliers, notamment à l'approche des examens de fin d'année. Dans les garages, des groupes de 50 élèves s'entassent les uns sur les autres pour se préparer au mieux à leurs examens, sans prendre en considération le danger que peuvent engendrer ces rassemblements en cette période de pandémie. Les enseignants se justifient et avancent la dégradation du pouvoir d'achat comme principale raison. Mouloud, professeur de mathématiques dans un établissement public à Ain Benian, a regroupé hier son deuxième

groupe de 40 lycéens à 11h dans un garage. «Le samedi est une journée chargée. Je suis à mon deuxième groupe et je vais enchaîner avec un autre groupe dans deux heures. En tout, j'ai six groupes aujourd'hui», nous a-t-il confié. Questionné sur le nombre d'élèves, le professeur, fier de sa notoriété, nous dit que se sont tous des groupes de «plus de 40 élèves, qui viennent de plusieurs communes de la capitale». Pour lui, «ces candidats au baccalauréat sont obligés de prendre des cours particuliers pour combler leurs lacunes et bien se préparer à l'examen final», ajoutant : «Certains ne comprennent pas en classe et sont obligés de venir chez moi». Malheureusement, la moitié des groupes auxquels cet enseignant dispense des cours particuliers sont ses élèves de l'école publique où il enseigne. Pour Sabah, mère d'un candidat au Bac : «Parfois je me demande si vraiment ces cours particuliers sont efficaces. Mon fils me dit qu'ils sont plus nombreux et plus bavards durant les cours particuliers qu'en classe, mais il continue d'y assister car les enseignants expliquent mieux le cours». Concernant les



Ph.D. R.

tarifs fixés par ces commerçants du savoir, ils varient entre 4 000 DA par mois, soit une heure par semaine, et 1 500 DA l'heure, à l'élève de doubler le nombre d'heure dont il a besoin. Pour les parents qui veulent voir leurs enfants réussir, ces cours particuliers sont comme une sangsue qui absorbe tout leur argent.

T. K.

Bilan des dernières 24 heures

## Virus : 258 nouveaux cas et 5 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 5 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit deux cas de moins qu'hier (7), portant à 3 460 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une nouvelle baisse, avec 258 cas, soit 14 cas de moins par rapport au bilan d'hier (272), pour atteindre, au total, 128 456 cas confirmés.

R. N.

Campagne électorale

## Les partis jouent la carte de la compétence des candidats

Les leaders des partis politiques en campagne électorale pour les législatives du 12 juin prochain ne se contentent plus de promesses et d'engagements électoraux et mettent en avant l'intégrité et les compétences de leurs candidats pour gagner la faveur des électeurs.

Le président du Front du militantisme national (FMN), lors d'un meeting à Tissemsilt, a indiqué que «le programme électoral de son parti est inspiré des idées de la jeunesse du parti», déclarant : «Notre parti œuvrera à concrétiser les idées de ces jeunes au niveau des institutions de la République, si nos candidats accéderont à l'Assemblée populaire nationale». Il a, en outre, indiqué que sa formation politique a présenté au peuple, pour ces élections, de jeunes candidats compétents et honnêtes, capables d'apporter le plus escompté pour assurer la prospérité du pays. Pour sa part, le cadre dirigeant du Front de la justice et du développement (FJD), Lakhdar Benkhellaf, a indiqué à Sidi Bel-Abbès que sa formation politique plaide pour l'élection d'un véritable Parlement qui défend les revendications légitimes du peuple. Lors d'un meeting populaire, il a mis en avant l'impératif de choisir



Ph.E. Soraya/J. A.

des candidats honnêtes, jouissant de la confiance au sein de la société, tout en précisant que le FJD avait choisi des candidats intègres et compétents qui seront capables de faire la différence au Parlement. Le président du Front national algérien (FNA), Moussa Touati, a indiqué à Sidi Bel-Abbès que les critères de sélection des candidats de son parti ont été faits sur la base de l'éthique, de l'intégrité et du niveau d'instruction, soulignant l'engagement des candidats de sa formation politique à respecter les valeurs et principes pour lesquels le Front national algérien a été fondé. S'exprimant à l'occasion d'une activité de proximité à Médéa, Soufiane

Djilali a soutenu que la participation aux législatives est une étape importante d'un processus politique, précisant que le changement passe inéluctablement par le renouvellement de la composante de l'Assemblée populaire nationale. Le président du Parti de la liberté et de la justice (PLJ) par intérim, Djamel Benziadi a déclaré, dans un meeting à Saïda, que «l'élection par le peuple de représentants parlementaires compétents et intègres est la seule voie pour asseoir les fondements d'un nouvel Etat». Rappelant que l'ancien Parlement n'était pas à la hauteur des aspirations du citoyen, M. Benziadi a affirmé que la prochaine échéance constituait une

occasion pour rompre avec les anciennes pratiques. Depuis Constantine, le président du parti El Fad'j' El Djadid, Tahar Benbaibèche, a qualifié le prochain rendez-vous électoral d'«important et décisif», indépendamment du taux de participation, car cette étape, a-t-il dit, «permettra de rectifier beaucoup de choses et créera un équilibre politique important devant permettre aux différents cadres et compétences d'améliorer la situation générale du pays et débattre des problèmes liés à la justice, à l'administration et les systèmes de l'éducation et de la santé». La présidente de «Tajamoue Amel El Jazair» (TAJ), Fatima-Zohra Zerouati, a souligné, dans un meeting à Mostaganem, que sa formation politique mise sur la jeunesse dans le prochain rendez-vous électoral, indiquant que plus de 40 % des candidats de son parti sont jeunes. De son côté, le SG de l'ANR, Belkacem Sahli, a révélé que son parti a présenté des candidats «compétents et honorables» qui s'engagent à maintenir un contact permanent avec les citoyens et à porter fidèlement leurs préoccupations aux autorités supérieures du pays.

Aomar Fekrache

Présidence de la République  
**Abdelmadjid Tebboune** préside aujourd'hui le Conseil des ministres

LE PRÉSIDENT de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside aujourd'hui la réunion périodique du Conseil des ministres, indique hier un communiqué de la Présidence de la République. «Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées présidera, dimanche 30 mai 2021, la réunion périodique du Conseil des ministres consacrée à l'examen et l'adoption de nombre d'exposés et de projets d'ordonnances portant sur les secteurs de la Justice, de l'Agriculture, des Ressources en eau et de la Culture, en sus d'autres décisions», précise le communiqué. R. N.

Algérie-Libye

# Vers la réouverture des frontières terrestres et maritimes

■ Les autorités algériennes et libyennes sont sur le point d'achever les discussions pour la réouverture prochaine du passage frontalier Debdeb-Chadamès, le but étant d'intensifier les échanges commerciaux entre les deux pays.

Par Louisa Aït Ramdane

Lors de son discours d'ouverture du Forum économique algéro-libyen qui s'est tenu hier à l'hôtel El Aurassi, le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a déclaré que l'Algérie est en train de mettre en place de nouvelles dispositions logistiques et techniques, en collaboration avec la Libye, en vue de la réouverture prochaine du poste frontalier terrestre de Debdeb-Ghadamès. Il a indiqué également que les autorités des deux pays sont sur le point d'achever les discussions pour la réouverture de la liaison maritime entre Alger et Tripoli pour le transport de marchandises. «Les deux parties s'attellent à achever les pourparlers finaux pour la réouverture de la ligne maritime reliant Tripoli et Alger, en vue de l'exploiter dans le transport des marchandises», a-t-il précisé. L'ambition de l'Algérie pour le partenariat économique souhaité avec la Libye ne se limite pas à accroître le volume des échanges commerciaux, a-t-il indiqué. Il vise plutôt à encourager le flux d'investissements directs mutuels, mettre en place des joint-ventures et participer au capital des entreprises, en sus d'autres mécanismes à même de garantir l'utilisation optimale des grandes opportunités de coopération entre nos deux pays, a-t-il affirmé. Afin de faire aboutir cette démarche stratégique, dira Boukadoum, les autorités algériennes ont pris une série de décisions et de mesures visant à fournir le cadre institutionnel et juridique à même de permettre aux opérateurs économiques et hommes d'affaires algériens et libyens de lancer des projets de coopération et des partenariats qui atteignent le niveau des grandes potentialités dont jouissent les économies des deux pays.

**Al-Hawij appelle à la création d'une zone**



**franche entre l'Algérie et la Libye**

De son côté, le ministre libyen de l'Économie et du Commerce, Mohamed Al-Hawij, a appelé à la création d'une zone franche entre l'Algérie et la Libye et l'ouverture du passage frontalier Debdeb-Ghadamès pour renforcer les échanges commerciaux entre les deux pays.

Le ministre libyen a évoqué les «relations politiques privilégiées entre les deux pays» qui sont «un terrain fertile pour le développement de la coopération dans le domaine économique». Al-Hawij a préconisé enfin la conclusion d'un accord entre la banque centrale libyenne et son homologue algérienne pour faciliter les procédures bancaires entre les deux parties, l'objectif étant d'encourager les échanges commerciaux et booster la coopération économique bilatérale.

**Les échanges commerciaux ont doublé durant trois ans**

Dans une intervention à l'occasion, le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a estimé que cet événement est une opportunité pour l'investissement et la relance de projets communs pour les opérateurs économiques des deux pays, ajoutant que le secteur privé, qui contribue efficacement au taux de croissance, pourrait être le moteur le plus approprié pour une complémentarité économique solide entre l'Algérie et la Libye.

Pour Rezig, la réussite de ce partenariat est tributaire d'un accompagnement tangible et pragmatique des hommes d'affaires algériens et libyens, à commencer par la réactivation du rôle du Conseil d'affaires mixte algéro-libyen à travers le rôle institutionnel de la Chambre de commerce et d'industrie dans les deux pays. A

ce titre, il a affirmé que les opérateurs libyens seront les bienvenus en Algérie, afin d'implanter et de faciliter leurs projets économiques dans divers domaines. Rappelant que les relations économiques algéro-libyennes ont connu au cours des trois dernières années une nette amélioration en termes de volume d'échanges commerciaux qui a atteint 59 millions USD en 2020, contre près de 31 millions USD en 2018, Rezig a estimé que le volume des échanges commerciaux entre les deux pays reste faible par rapport aux capacités que recèlent les deux pays frères.

A noter que le Forum économique algéro-libyen, ouvert samedi à Alger, a connu la participation de près de 400 opérateurs des deux pays (150 opérateurs libyens et 250 opérateurs algériens). Parmi les principaux domaines de coopération auxquels s'intéresse ce Forum, l'énergie, les produits agricoles et alimentaires, les machines industrielles et agricoles, la santé, les produits pharmaceutiques, les produits électroniques et électroménagers, les travaux publics et les matériaux de construction, le papier, l'éducation, le tourisme, les bureaux d'études et les services.

**Le Premier ministre libyen en visite en Algérie**

Le Premier ministre libyen, Abdelhamid Dbeibah, accompagné d'une importante délégation ministérielle, effectue depuis hier une visite de travail en Algérie. Cette visite coïncide avec l'ouverture du Forum économique algéro-libyen. Le ministre des Affaires étrangères algérien, Sabri Boukadoum, qui a mis en avant l'importance des relations entre l'Algérie et la Libye, réitère le soutien des autorités algériennes au Conseil présidentiel et gouvernement libyens pour rétablir la stabilité politique et sécuritaire.

L. A. R.

Le baril de Brent s'approche des 70 dollars

## Les cours du pétrole affichent cette semaine leur plus forte hausse

Les cours du pétrole ont affiché cette semaine leur plus forte hausse depuis mi-avril, dans un contexte d'optimisme pour la demande américaine de brut avant le week-end prolongé du Memorial Day qui lance la saison des déplacements d'été. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet, dont c'est le dernier jour de cotation à Londres, a terminé à 69,63 dollars, en hausse de 17 cents ou +0,24 % par rapport à la clôture de la veille. Sur la semaine, il a bondi de 5,71 %. A New York, le baril de WTI pour le même mois s'est légèrement replié de 53 cents ou 0,79 % à 66,32 dollars. Mais sur la semaine, il a engrangé 4,81 %. Les cours des deux contrats de référence naviguent proches de leurs plus hauts annuels atteints début mars, à 71,38 dollars pour le Brent et 67,98 dollars pour le WTI. «Ces dernières semaines, nous avons eu une forte demande de carburants aux Etats-Unis et un niveau élevé d'activité des raffineries alors que le week-end de

Memorial Day lance la saison des déplacements de l'été», a noté John Kilduff d'Again Capital. Cette demande de carburants devrait encore s'intensifier dans les semaines qui viennent et intensifier l'activité des raffineries qui est encore en-deça du niveau habituel pour la saison à 87 % au lieu de 90 % et plus, a indiqué l'analyste Jeffrey Halley, de Oanda, ajoute à cela «le sentiment général sur le marché que l'Opep+ qui laissera ses augmentations de production inchangées» lors de sa réunion de la semaine prochaine. Les vingt-trois pays signataires de l'accord Opep+, qui regroupe les producteurs de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et dix alliés, se retrouvent mardi 1<sup>er</sup> juin pour arrêter leur production de brut des mois à venir. M. Halley se dit également confiant dans «l'absorption par les marchés internationaux du pétrole iranien», s'il venait à revenir, «au fur et à mesure de la reprise économique mondiale». L'industrie pétrolière iranienne est

soumise à embargo par les Etats-Unis, mais une amélioration des relations entre Washington et Téhéran pourrait conduire à l'allègement de ces sanctions et donc à l'arrivée sur le marché d'un volume important d'or noir. Mais selon John Kilduff, les investisseurs guettent aussi les élections présidentielles en Iran, alors qu'un candidat ultraconservateur fait figure de favori «ce qui pose question pour les perspectives diplomatiques à venir» et pourrait s'avérer être un facteur à la hausse pour le cours du pétrole. Par ailleurs, dans son dernier rapport mensuel l'Opep a maintenu ses prévisions de hausse de la demande mondiale de pétrole pour cette année, prudente après l'avoir relevée le mois dernier, alors qu'elle prévoit de rouvrir les vannes à partir de mai. L'Organisation des pays producteurs de pétrole table sur un rebond de la demande de brut en 2021 à hauteur de 6 millions de barils par jour (Mb/j), une prévision identique à celle du mois précé-

dent. La demande mondiale est ainsi attendue à 96,5 Mb/j en moyenne, après être tombée à 90,5 Mb/j en 2020 sur fond de crise sanitaire et économique. «Une demande plus faible que prévu dans la zone Amérique de l'Océan au cours du premier trimestre 2021, ainsi que la résurgence des cas de Covid-19 en Inde et au Brésil, ont entraîné une révision à la baisse des données relatives à la demande de pétrole pour la première moitié de l'année», explique l'Opep dans son rapport. Elle est plus «optimiste» pour le deuxième semestre, au vu de «données positives sur les carburants aux Etats-Unis et l'accélération des programmes de vaccination dans de nombreuses régions». «Le retour supposé à un certain degré de normalité et l'amélioration de la mobilité devraient également avoir un effet positif sur des régions telles que le Moyen-Orient et les autres pays d'Asie au deuxième semestre», précise l'Opep.

Meriem Beachouia

LA QUESTION DU JOUR

## Législatives du 12 juin : nationalistes vs islamistes (5)

Suite de la page une

On peut gagner une élection contre un adversaire politique, on ne le peut pas contre le peuple. Mais laissons cette question de côté, pour porter notre attention sur le moment sur la formule en question, tant de fois assénée, dont il faut s'attendre qu'elle soit employée par ceux qui auront perdu le 12 juin prochain. A première vue, une fraude massive et généralisée signifie que la compétition qui en a fait les frais a été tellement faussée par là même qu'on ne saurait dire ni qui a gagné ni qui a perdu. Il n'en est rien pour peu qu'on y regarde. Dans la bouche d'un perdant, elle ne signifie pas en tout et pour tout qu'il n'a pas obtenu son dû, qu'on lui a volé des voix, beaucoup de voix, mais qu'en réalité c'est lui qui a remporté la partie. Sous le régime de la «fraude massive et généralisée» (toute la saveur, et la force de frappe de l'expression sont dans sa redondance), il suffirait de renverser le classement officiel pour se trouver en présence des vrais résultats. A ce compte-là en effet, celui qui a gagné, c'est celui qui a perdu, et vice versa. Mieux, le vrai gagnant, c'est celui qui s'est retrouvé à la toute dernière place. Autrement, la fraude n'aurait pas été suffisamment massive et généralisée. Il y aurait eu dans ce cas une part de vérité dans les chiffres proclamés. Même des présidentielles, où la compétition est à ce point serrée qu'elle se joue tout au plus entre deux candidats, les représentants des forces politiques les plus importantes, ou alors des personnalités de premier plan, ont été contestées sur ce même motif, y compris par des concurrents dont le grand public ignorerait jusqu'à l'existence l'instant d'avant. Toujours est-il que toutes ces élections dénoncées les unes après les autres comme étant non seulement frauduleuses mais un défi au bon sens ont fini par se révéler un reflet plutôt exact du rapport de force réel. Elles ont pu être corrigées à la marge à telle ou telle occasion, elles n'ont pas été toutes revues de fond en comble dans le but de faire prendre des vessies pour des lanternes. A l'échelle nationale, elles ont toujours mis aux prises les deux courants majeurs traversant la société algérienne, les nationalistes d'un côté, les islamistes de l'autre, tout en se soldant à l'avantage des premiers, sauf à deux occasions où le pays était plongé dans une crise politique réelle, laquelle d'ailleurs n'allait pas tarder à basculer dans la violence extrême et même parfois dans l'horreur.

M. H.

## Agriculture

# Vers l'actualisation des formations des instituts agricoles

■ L'actualisation des formations des instituts agricoles figurait au cœur des travaux d'un atelier portant «restitution et validation des programmes actualisés de formation initiale et du répertoire des formations qualifiantes», tenu à Tizi-Ouzou, a-t-on appris, vendredi, des organisateurs.

Par Adéla S.

Organisé le 26 et 27 mai derniers, l'atelier avait regroupé, au sein de l'Institut de technologie moyen agricole spécialisé (Itmas) de Boukhalifa (banlieue ouest de Tizi-Ouzou) des formateurs d'instituts de différentes wilayas du pays dont Ain Témouchent, Djelfa, Guelma, Timimoune et Alger, a indiqué à l'APS le directeur de l'établissement hôte, Hocine Meziani.

A l'issue des travaux de cet atelier, les participants avaient ainsi proposé l'élaboration d'une fiche de formation pour la formation initiale, continue et qualifiante pour les niveaux d'adjoints techniques agricoles (ATA), techniciens et techniciens supérieurs (TS), devant être formés par les instituts agricoles, à compter de la prochaine session de formation.

Les fiches de formation devraient inclure, entre autres, les conditions d'accès, la durée de formation, le mode de formation et les formateurs.

Les participants ont également défini les modules communs à tous les niveaux de formation (ATA, techniciens et TS),

dont les cultures générales, le machinisme agricole, la zootechnie générale et les travaux pratiques.

Les matières de spécialisations seront quant à elle arrêtées par chaque institut, selon sa spécialisation et la vocation de la région qu'il couvre, a-t-on indiqué.

Initié par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, l'atelier visait «la mise en place de solutions d'adaptation pédagogique des formations en fonction des catégories à former».

Présidé par le directeur de la formation de la recherche et de la vulgarisation (DFRV), Farid Harouadi et le sous-directeur de la formation, Hamid Ould Youcef, l'atelier visait également à uniformiser les référentiels de formation par métiers, la rédaction des fiches descriptives des formations, l'élaboration d'un répertoire des formations (actuelles et futures) proposées par les établissements de formation et l'élaboration d'un système d'information pour l'actualisation de ce répertoire, a précisé à l'APS M. Ould Youcef.

Cet atelier se présentait



PH.D. R.

comme continuité des travaux de réflexion et de production amorcés lors des séminaires pédagogiques tenus à l'Itmas de Guelma et celui de Ain Témouchent, avec cette fois-ci l'implication de différents instituts techniques des filières, a-t-il rappelé. Des programmes de formation initiale actualisés et enrichis par l'introduction de nouveaux modules de formation, tels l'entrepreneuriat agricole, l'agriculture biologique, la labellisation, le smart

agriculture et les énergies renouvelables, ont été proposés dans le cadre de cet atelier, a-t-il fait savoir.

M. Ould Youcef a, par ailleurs, indiqué que les établissements de formation du secteur agricole dont le statut date de 1973, seront transformés en instituts technologiques spécialisés en formation agricole et assureront la formation de trois niveaux (TS,

Technicien et ATA).

Ils assureront également les activités de vulgarisation agricole et de recherche appliquée dans le domaine agricole, en collaboration avec les instituts techniques et de recherche du secteur et des structures de l'enseignement supérieur (écoles, universités), a fait savoir M. Ould Youcef.

A. S.

## Tabagisme

# Un risque de 50 % de développer une forme grave du Covid chez les fumeurs

Les fumeurs courent un risque jusqu'à 50 % plus élevé de développer une forme grave du Covid-19 et d'en mourir, alerte le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), D' Tedros Adhanom Ghebreyesus, à l'occasion de Journée mondiale sans tabac, célébrée le 31 mai de chaque année. Pour le chef de l'OMS, cité dans un communiqué de presse de l'Organisation sanitaire mondiale, cesser de fumer «est la meilleure chose que les fumeurs puissent faire pour réduire leur risque face à ce nouveau coronavirus, outre le risque de développer des cancers, des cardiopathies et des maladies respiratoires».

D' Tedros a en outre appelé tous les pays à jouer leur rôle en se joignant à la campagne de l'OMS et en créant des environnements sans tabac qui donnent aux gens les informations, le soutien et les outils dont ils ont besoin pour cesser de fumer, définitivement. Des solutions numériques pour aider à cesser de fumer ont été proposées à des milliards de personnes par l'OMS en s'associant à WhatsApp, Viber, Facebook Messenger, Al company et Soul

Machines.

«Pour aider les consommateurs de tabac à s'engager à s'arrêter de fumer et à réussir à la faire, nous utilisons des outils numériques qui permettront de lancer le chatbot de la campagne de l'OMS pour cesser de fumer et de dialoguer, grâce à l'intelligence artificielle, avec une conseillère en santé virtuelle, et de proposer du matériel de plaidoyer en 30 langues», a ajouté, pour sa part, le directeur du Département Promotion de la santé à l'OMS, D' Rudiger Krech.

Dans le cadre du défi «J'arrête de fumer», les personnes qui souhaitent ne plus fumer reçoivent conseils et encouragements chaque jour, et cela pendant une période pouvant aller jusqu'à six mois. Cette aide est disponible gratuitement sur WhatsApp, Viber, Facebook Messenger et WeChat. A l'échelle mondiale, environ 39 % des hommes et 9 % des femmes consomment du tabac. C'est en Europe que l'on constate aujourd'hui les taux de tabagisme les plus élevés, à 26 %, les projections ne montrant qu'une diminution de 2 % d'ici à 2025 si des mesures gouvernementales ne sont pas prises de toute urgence.

Selon l'OMS, quelque 780 millions de personnes dans le monde disent vouloir arrêter de fumer, mais seulement 30 % d'entre elles ont accès aux outils qui peuvent les aider à surmonter leur dépendance physique et mentale au tabac.

## «S'engager à arrêter», pour aider les fumeurs

La campagne «S'engager à arrêter» de l'OMS a permis de mettre gratuitement à la disposition de plus d'un milliard de consommateurs de tabac les ressources de la boîte à outils d'aide au sevrage de l'Organisation, moins de cinq mois après le début de la campagne. L'OMS a lancé cette campagne pour soutenir les millions de consommateurs de tabac qui ont décidé d'agir pour protéger leur santé, mais qui ont toutefois besoin d'aide pour réussir.

La campagne travaille actuellement directement avec 29 pays ciblés. Chaque pays a convenu avec l'OMS de certaines activités, parmi lesquelles la mise en place de campagnes nationales de sensibilisation, la diffusion de nouveaux outils numériques, la révision des politiques, la mobili-

sation des jeunes, la formation des agents de santé, l'ouverture de nouvelles cliniques de sevrage tabagique, le soutien aux thérapies de remplacement de la nicotine par l'intermédiaire de partenaires de l'OMS, la mise en place de services gratuits d'aide par téléphone et la mise à disposition de cours pour arrêter de fumer, entre autres.

Selon l'OMS, l'arrêt du tabac entraîne des effets bénéfiques immédiats et à long terme. Vingt minutes à peine après avoir arrêté de fumer, le rythme cardiaque baisse. Dans les 12 heures, le taux de monoxyde de carbone dans le sang revient à un niveau normal. En 2 à 12 semaines, la circulation sanguine s'améliore et la fonction pulmonaire augmente.

En 1 à 9 mois, la toux et les difficultés respiratoires diminuent. En 5 à 15 ans, le risque d'accident vasculaire cérébral est réduit à celui d'un non-fumeur. En 10 ans au maximum, le taux de mortalité par cancer du poumon est ramené à la moitié de celui d'un fumeur. En 15 ans au maximum, le risque de maladie cardiovasculaire est réduit à celui d'un non-fumeur.

R. S.

Batna

## Décès du moudjahid Amar Guerfi

Le moudjahid Amar Guerfi dit «Hamid» est décédé vendredi après-midi dans la ville de Batna à l'âge de 86 ans, a-t-on appris des membres de sa famille. Père de huit enfants, le défunt a mené plusieurs opérations de fidayine dans la ville de Batna avant de rejoindre les rangs de l'Armée de libération nationale, après la grève des huit jours en janvier 1957, alors qu'il n'avait que 22 ans.

Selon son fils Kamel, le défunt, né le 8 octobre 1935 au quartier «Le camp», au centre-ville de Batna, avait été arrêté en septembre 1957 et incarcéré dans la prison de Lambèse (Tazoult actuellement), ajoutant que ce moudjahid avait été torturé à maintes reprises, notamment dans la caserne de Seriana, Skikda et Constantine avant d'être libéré en octobre 1961. Le moudjahid Amar Guerfi a consigné ses mémoires dans un ouvrage intitulé «De la guérilla urbaine au maquis de la Wilaya-1, parcours d'un Fidayi gentleman», paru depuis quelques mois aux éditions Chihab dont il était propriétaire et fondateur. Le défunt a été inhumé hier au cimetière de Bouzourane de la ville de Batna, ont indiqué ses proches.

O. N.

# Wall Street conclut la semaine en hausse

■ La Bourse de New York a conclu la semaine en légère hausse vendredi, dans un marché observant de près l'accélération de l'inflation américaine et se préparant à un long week-end aux Etats-Unis.



Par Samia Y.

Le Dow Jones est monté de 0,19 % à 34 529,45 points, le Nasdaq a grappillé 0,09 % à 13 748,74 points et l'indice élargi S&P 500 a glané 0,08 % à 4 204,11 points,

se rapprochant de son record. Les grands indices ont terminé la dernière séance de mai dans le vert, mais se sont tassés peu avant la clôture. Sur l'ensemble du mois, le Dow Jones s'est apprécié de 1,93 % et le S&P 500 de 0,55 %, tandis que le Nasdaq

a baissé de 1,53 %. A l'instar des principaux marchés financiers américains, Wall Street sera fermée demain à l'occasion de Memorial Day et rouvrira mardi matin. Avant l'ouverture de vendredi, les investisseurs ont pris connaissance d'une hausse

des prix à la consommation de 3,6 % aux Etats-Unis en avril en rythme annuel, selon l'indice PCE du département du Commerce. Sans les prix volatils de l'énergie et de l'alimentation, l'inflation est de 3,1 %, soit son rythme le plus élevé depuis 1992. Cette accélération suscite des interrogations sur le marché, d'autant que l'indice PCE sert de référence à la Réserve fédérale (Fed) et peut lui permettre d'ajuster ses décisions. «Toute la question est de savoir à quel moment le marché va juger que la Fed est sur le point de durcir sa politique monétaire», explique Peter Hanks, stratège pour IG.

L'expert pense que la Fed pourrait envoyer des signaux sur une révision à la hausse de ses taux directeurs ou un ralentissement de son programme de rachat d'actifs à l'occasion de sa réunion des 15 et 16 juin ou de sa conférence annuelle à Jackson Hole (Wyoming) fin août. Plusieurs entreprises cotées ont par ailleurs publié leurs résultats jeudi soir, dont l'éditeur de logiciels Salesforce (+5,43 %) et le spécialiste des produits de beauté Ulta Beauty (+5,18 %), qui ont tous deux

facilement dépassé les attentes du marché. Parmi les autres valeurs du jour, Boeing a reculé de 1,47 %. Le constructeur a de nouveau interrompu les livraisons de son long-courrier 787 Dreamliner, le temps de transmettre au régulateur de l'aviation aux Etats-Unis, la FAA, des informations complémentaires à la suite de problèmes de production. Après s'être envolée de près de 30 % en début de séance, la chaîne de cinémas AMC s'est essouffée et a fini en baisse de 1,51 %. Elle a néanmoins grimpé de 116 % sur la semaine et bondi de 1.132 % depuis janvier. Malgré la santé financière chancelante de l'entreprise, l'action AMC est, au même titre que celle du distributeur de jeux vidéo GameStop (-12,64 %), prise par une armée de boursicoteurs, très actifs sur un forum du site Reddit.

Sur le marché obligataire, le taux à 10 ans sur les bons du Trésor américain était en baisse, à 1,58 %, contre 1,61 % la veille au soir.

S. Y.

Etats-Unis

## L'inflation s'accélère en avril à 3,6 % sur un an

L'inflation aux Etats-Unis a accéléré en avril à 3,6 % sur un an, sa plus forte hausse depuis 2007, les prix étant tirés par la forte demande et par les difficultés mondiales d'approvisionnement, selon les données publiées par le département du Commerce. La hausse des prix concerne à la fois les biens et les services, a précisé le département du Commerce dans son communiqué. C'est beaucoup plus qu'en mars, où l'inflation était de 2,4 % sur un an, selon des données révisées en petite hausse. Les prix de l'énergie ont bondi de 24,8 %. La hausse est d'autant plus forte sur un an, que les prix avaient baissé au printemps 2020, sous l'effet des mesures de confinement face à la

pandémie de Covid-19. L'inflation sur un mois s'établit à 0,6 %, comme en mars, selon des données également publiées jeudi. Ces chiffres devraient alimenter les craintes sur une inflation trop forte, et surtout durable. Cela devrait aussi pousser la Banque centrale américaine (Fed) à commencer à envisager de resserrer sa politique monétaire, comme le demandent certains de ses responsables, bien que son président martèle qu'il est trop tôt pour envisager une telle action au risque de ralentir la reprise. Par ailleurs, les revenus des ménages ont enregistré en avril une chute historique de 13,1 %, un plongeon toutefois moins fort qu'attendu. Ces revenus avaient été gonflés en mars (+20,9 %) par

les chèques envoyés à des millions de foyers par le gouvernement fédéral, dans le cadre du dernier plan de relance. Les aides versées aux chômeurs ont également diminué, précise le département du Commerce.

Ceci a ralenti la croissance des dépenses, en hausse de 0,5 %, contre 4,7 % en mars.

Les dépenses en services ont augmenté de 112,6 milliards de dollars, les Américains ayant notamment profité de la réouverture des activités de loisirs, des restaurants et des hôtels, avec la vaccination d'une large partie de la population. En revanche, les dépenses en biens ont baissé de 32,3 milliards de dollars. En excluant les prix volatils de l'énergie et de l'alimentation, l'inflation

dite sous-jacente est de 3,1 % sur un an, et de 0,7 % sur un mois, un peu plus qu'attendu par les analystes. La Banque centrale américaine (Fed) vise une inflation de 2 % à long terme, et pense, pour atteindre cette cible, qu'il faudra la dépasser pendant un moment, sans pour autant resserrer immédiatement sa politique monétaire car cela risquerait de ralentir la reprise. Malgré les propos rassurants de nombreux responsables, comme ceux de la Fed, de la secrétaire au Trésor, Janet Yellen, ou encore du FMI, qui assurent que la hausse des prix est liée à des facteurs transitoires et ne devrait durer que quelques mois, les craintes sont fortes sur une inflation forte et durable.

Nabila T.

Corée du Sud

## La Banque centrale prévoit une croissance économique de 4 % en 2021

La Banque de Corée (BoK) a relevé ses prévisions de croissance économique pour 2021 à 4 %, tout en maintenant inchangé le taux d'intérêt directeur à son plus bas niveau de 0,5 %.

Favorisée par les signes d'une reprise solide des exportations, l'économie sud-coréenne devrait connaître une croissance de 4 % pour 2021 et de 3 % au titre de l'année 2022, selon la BoK. En février dernier, la Banque centrale avait prévu une croissance de 3 %.

«Le rythme de la reprise économique était plus rapide que prévu», a indiqué le gouverneur de la BoK, Lee Ju-yeol, ajoutant que le budget supplémentaire injecté par le gouvernement tirera vers le haut la croissance cette année de 0,1 ou 0,2 point de pourcentage. A l'avenir, la reprise de l'économie sud-coréenne devrait se consolider grâce à la bonne performance des exportations et la hausse des investissements ainsi qu'à l'amélioration de la consommation privée, a-t-il dit.

La Banque centrale a également revu à la hausse sa prévision d'inflation pour cette année à 1,8 %, après avoir avancé un taux de 1,3 % précédemment.

Afin de stimuler l'économie frappée par la pandémie, la BoK avait abaissé son taux d'intérêt directeur au plus bas historique de 0,5 % en mai de l'année dernière, après avoir effectué une réduction d'urgence d'un demi-point de pourcentage.

Depuis le début de l'année, la reprise de l'économie sud-coréenne montre des signes

d'accélération grâce au redressement solide des exportations.

Les exportations, qui représentent près de la moitié du Produit intérieur brut (PIB) du pays, ont augmenté de 41,1 % en avril, poursuivant leur trend haussier pour le sixième mois consécutif.

Les exportations ont atteint 51,1 milliards de dollars en avril dernier contre 36,2 milliards de dollars au même mois de l'année dernière, selon des données officielles.

Farid M.

Gambie

## Le FMI débloque 14,4 millions de dollars pour la reprise post-pandémie

LE FONDS monétaire international (FMI) a annoncé qu'il allait débloquer 14,4 millions de dollars pour aider le gouvernement gambien dans sa reprise post-pandémie.

Selon le Conseil d'administration du FMI, ce déblocage fait suite à l'achèvement du deuxième examen réalisé dans le cadre de l'accord de facilité élargie de crédit (FEC) conclu avec la Gambie.

«L'achèvement de l'examen permet un déblocage immédiat de 10 millions de DTS (droits de tirage spéciaux), soit environ 14,4 millions de dollars, pour aider à répondre aux besoins de balance des paiements et de financement budgétaire du pays, ainsi qu'à soutenir la reprise post-pandémie», a indiqué le FMI dans un communiqué de presse.

«Cela porte le total des déblocages dans le cadre de l'accord FEC à 35 millions de DTS, soit environ 50,5 millions de dollars. La décision du Conseil d'administration a été prise de manière ponctuelle», a-t-il ajouté. La Gambie bénéficie également d'un allègement du service de la dette du FMI au titre du Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes, qui devrait atteindre 7,9 millions de DTS, dont 6,1 millions ont déjà été approuvés.

R. E.

Reprise des activités au Centre culturel algérien de Paris

# Un programme riche et varié à partir de juin

■ Après une année de fermeture, le CCA de Paris reprend ses activités. Un programme culturel riche et varié a été concocté à cette occasion pour répondre à tous les goûts.



Par Adéla S.

La programmation littéraire sera ouverte le dix juin avec une présentation du livre Sarah et Nour, deux sœurs au parcours opposé. C'est l'écrivaine Sandrine-Malika Charlemagne qui sera au rendez-vous avant de laisser la parole à la comédienne Elodi Fischlenski pour une lecture d'extraits. Une rencontre avec

l'historien et écrivain Alain Ruscio autour de son ouvrage «*Quand les civilisateurs croquaient les indigènes*» est prévue pour le 15 du même mois.

Le calligraphe Abdelkrim Benbelkacem et le Centre culturel Algérien à Paris invitent le public à découvrir ou redécouvrir l'exposition des élèves de l'atelier de calligraphie du CCA. L'exposition permet d'apprécier le travail des élèves de l'atelier,

dont la maîtrise de cet art évolue au fil d'un apprentissage régulier, dispensé de main de maître par Abdelkrim Benbelkacem.

La reprise en présentiel du programme musical du CCA sera inaugurée par le grand chanteur Hamidou qui animera deux soirées, les 11 et 12 juin, à la grande joie de ses fans et du public algérien établi en France.

Un autre rendez-vous musical est prévu pour le 19 juin avec

une soirée exceptionnelle dans la tradition des cérémonies du Diwan d'Algérie avec elmaâlem Hafid Bidari et son groupe.

Une autre soirée aux rythmes africains est prévue pour le 18 juin avec Ahmed Djamil Ghouli, plus connu sous le nom de Djam. Cet artiste a rencontré un vif succès ces dernières années en assurant une direction artistique typiquement africaine.

Afin de garantir la sécurité sanitaire du public et du personnel, des mesures barrières sont imposées par l'établissement. Il s'agit du port obligatoire du masque, limitation du nombre de personnes présentes simultanément dans les espaces du CCA, pour permettre le respect de la distanciation sociale, accès aux groupes de quatre personnes maximum qui peuvent être assis sans séparation (salle de spectacles) et friction des mains au gel hydro-alcoolique obligatoire pour tous (produit mis à disposition). Le nombre de personnes dans la salle de spectacles est limité à 135 personnes.

Il est à rappeler que le Centre culturel algérien de Paris est un établissement qui met en valeur la culture algérienne en proposant des moments pleins de joie et d'émotion aux visiteurs.

A. S.

## Festival de Cannes 2021 «The French Dispatch» sera en compétition officielle

Le nouveau film de Wes Anderson, «*The French Dispatch*», sera présenté en compétition officielle au Festival de Cannes en juillet, ont annoncé, vendredi, les organisateurs.

«*Initialement prévu pour être dévoilé à Cannes 2020*», l'édition annulée en raison du premier confinement en France, ce film tourné à Angoulême, dans le sud-ouest de la France, «*fera son avant-première mondiale en compétition à Cannes 2021*», a précisé le festival sur Twitter.

Le film réunit une pléiade de stars, dont Bill Murray, l'acteur fétiche du réalisateur, Tilda Swinton, Timothée Chalamet, Adrien Brody, et côté français, Léa Seydoux et Mathieu Amalric.

Réalisateur américain âgé de 52 ans, Wes Anderson a construit en dix longsmétrages, comme «*A bord du Darjeeling Limited*», «*La vie aquatique*» ou «*L'île aux chiens*», un univers tendre et mélancolique, marqué par son amour pour les plans à la symétrie parfaite. «*The French Dispatch*» met en scène un recueil d'histoires tirées du dernier numéro d'un magazine américain, publié dans une ville française fictive du 20<sup>e</sup> siècle, selon son synopsis.

Il s'agit du troisième film officiellement en lice pour succéder à la Palme d'Or 2019, «*Parasites*» du Sud-Coréen Bong Joon Ho. La sélection officielle du festival doit être dévoilée jeudi 3 juin, lors de la traditionnelle conférence de presse.

Y figurent déjà «*Annette*», du Français Leos Carax, qui fera l'ouverture du festival et réunit Marion Cotillard et Adam Driver, avec les Sparks au scénario et à la musique. Le Néerlandais Paul Verhoeven, auteur de films au parfum de scandale («*Basic Instinct*», «*Elle*»), sera également en lice avec «*Benedetta*», un film sur une nonne lesbienne au XVII<sup>e</sup> siècle, interprétée par Virginie Efira. Le Festival doit se tenir du 6 au 17 juillet. R. C.

Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc)

## Ouverture des inscriptions pour l'atelier d'éveil musical

L'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc) vous propose une offre unique en cours d'éveil musical à Dar Abdellatif. Encadrée par des musiciens professionnels, cette formation offre le contexte idéal pour développer le sens musical de vos enfants.

L'éducation musicale de vos enfants nous tient à cœur, c'est pourquoi nous avons conçu des cours d'initiation à la musique.

Durant ces cours, les enfants de 6 à 16 ans apprennent davantage à s'initier à la manipulation d'instruments de musique au cours de deux ateliers :

1-Atelier musique traditionnelle (mandoline, violon, guitare).  
2- Atelier piano.

Les cours sont interactifs et dynamiques. Ces cours sont une transition parfaite entre l'éveil musical et les cours instrumentaux individuels, et peuvent aussi être une excellente amorce dans

le monde de la musique.

Remplissez le formulaire en ligne pour obtenir le dossier d'inscription.

Restez informé des tarifs de la formation et des dates des ateliers en appelant le 023 52 31 09 ou par mail au apourlerayonnementculturel@gmail.com

Liens pour le formulaire d'inscription :

<https://docs.google.com/.../17A9pYZfBxvVLM1755QNn9xAlrx...>

Cette initiative a été bien accueillie par le public, comme le témoigne ce message sur la page Facebook de l'établissement : «*Grand merci Aarc pour ce bon début, superbe initiative et l'histoire témoignera pour vous. C'est à travers la culture que les grandes Nations ont été connues, c'est par leur théâtre et leur musique. L'éducation musicale aidera ces enfants à développer leur mental et s'épanouir dans leurs études.*».

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
WILAYA DE TIZI OUZOU  
DAIRA DE OUAQUENOUN  
COMMUNE DE TIMIZART

### DEMANDE DE CERTIFICAT DE POSSESSION

En application du décret exécutif n° 91-254 du 27/07/1991, fixant les modalités d'établissement et de délivrance du certificat de possession institué par l'article 39 de la loi n° 90-25 du 18/11/1990, portant réglementation foncière, M. Abizar Rachid a formulé une demande dans laquelle il confirme sa prise de possession d'un terrain dénommé «Alma Ouzizar», situé à Abizar, commune de Timizart, wilaya de Tizi Ouzou, d'une superficie de 177.00 m<sup>2</sup>, limité dans son ensemble :  
Au nord : Ecole primaire Chahid Benamar Ahmed et la propriété Tiachachte Said  
A l'est : L'accotement le séparant de la route le séparant de la propriété Ithedjardene Aki et la propriété Abizar Rachid  
Au sud : Une piste  
A l'ouest : La propriété Benamar Ali  
A cet effet, toute personne désirant s'opposer à l'établissement dudit certificat de possession, est priée de saisir l'APC de Timizart par écrit dans un délai de deux (02) mois à compter de la date de la parution au quotidien national.

Le Jour d'Algérie - N° 5387 - Dimanche 30 mai 2021

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
WILAYA DE TIZI OUZOU  
DAIRA DE MAATKAS  
COMMUNE DE MAATKAS

### DEMANDE DE CERTIFICAT DE POSSESSION

En application du décret exécutif n° 91/254 du 27 juillet 1991, fixant les modalités d'établissement et de délivrance du certificat de possession institué par l'article 39 de la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990, portant orientation foncière : M. Louhis Ahmed ben Ali, né le 19.12.1961 à Ait Aissa Ouziane, a formulé une demande dans laquelle il confirme sa prise de possession d'une parcelle de terrain dénommée Ait Ijedd, sise au village Ait Aissa Ouziane, commune et daira de Maatkas, wilaya de Tizi Ouzou, d'une superficie de 70.00 m<sup>2</sup>, limitée dans son ensemble :  
Au nord : Par un passage familial sprt pté héritiers Fatis Amar et héritiers Salhi Kaci  
Au sud : Par un sentier sprt pté Oumsalem Hocine, pté héritiers Salhi Kaci  
A l'est : Pté Louhis Belkacem  
A l'ouest : Par pté héritiers Laouti Ahcene  
A cet effet, toute personne désirant s'opposer à l'établissement dudit certificat de possession est priée de saisir l'APC de Maatkas par écrit dans un délai de deux (02) mois à compter de la date de parution dans les quotidiens nationaux.

Rél.146/05/21 Le Jour d'Algérie - N° 5387 - Dimanche 30 mai 2021

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
WILAYA DE TIZI OUZOU  
DAIRA DE MAATKAS  
COMMUNE DE MAATKAS

### DEMANDE DE CERTIFICAT DE POSSESSION

En application du décret exécutif n° 91/254 du 27 juillet 1991, fixant les modalités d'établissement et de délivrance du certificat de possession institué par l'article 39 de la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990, portant orientation foncière : M. Terki Mohammed ben Ali, né le 08.06.1965 à Tala Hamou, a formulé une demande tendant à obtenir un certificat de possession sur une parcelle de terrain dénommée «Agouni Gamghour», d'une superficie de 1 639.00 m<sup>2</sup> sise au village Tala Hamou, limitée dans son ensemble :  
Au nord : par pté Terki Amar et Said  
Au sud : Par pté Chabane Ali, pté Sebaoui Mohamed, pté Terki Mohamed ben Hamitouche et pté héritiers Hadi-Ali Ali  
A l'ouest : Par un passage sprt pté héritiers Dahous M'hamed  
A l'est : Par une piste sprt pté Mohamedi Belkacem  
A cet effet, toute personne désirant s'opposer à l'établissement dudit certificat de possession est priée de saisir l'APC de Maatkas par écrit dans un délai de deux (02) mois à compter de la date de parution dans les quotidiens nationaux.

Rél.146/05/21 Le Jour d'Algérie - N° 5387 - Dimanche 30 mai 2021

OFFICE PUBLIC NOTARIAL DE MAITRE DECHIR NORA  
CITE 100 LOGTS, 2e ETAGE - BLOC 10 - N°33 W. TIZI OUZOU

### CONSTITUTION D'UNE SNC DENOMMEE «SNC CHIKH SAID LAMINE HADJ BELKACEM ET CIE»

Au terme d'un acte établi en l'étude le 22.05.2021, sera enregistré, il a été constituée une société en nom collectif (SNC) entre M. Hadj Belkacem Abdelmajid et ses fils qui sont : Hadj Belkacem Said, Hadj Belkacem Aissa, Hadj Belkacem Abdelaziz, Hadj Belkacem Omar, Hadj Belkacem Hamza, portant les caractéristiques suivantes : Dénomination : SNC CHIKH SAID LAMINE HADJ BELKACEM ET CIE. Objet : Code d'activité (604.611). Siège social : Local commercial 31 dit «Kallious» sur la RN n°30, commune de Tizi Neltala, daira de Ouadhias, wilaya de Tizi Ouzou. Durée : 99 ans. Capital social : 120.000.00 DA, divisé en 120 parts, d'une valeur de 1000 DA chacune, réparties équitablement, 20 parts pour chacun. M. Hadj Belkacem Abdelmajid est désigné en qualité de gérant pour une durée indéterminée et M. Hadj Belkacem Said cogérant.

Une expédition sera déposée à l'antenne locale CNRC, wilaya de Tizi Ouzou.

Pour avis, le notaire

Rél.139/05/21 Le Jour d'Algérie - N° 5387 - Dimanche 30 mai 2021



## Volcan Nyiragongo

## 400 000 déplacés, une éruption toujours à craindre

■ Près de 400 000 personnes ont évacué depuis jeudi Goma, dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), où une nouvelle éruption du volcan Nyiragongo est toujours à craindre ainsi qu'une grave crise humanitaire.

Par Mourad M.

«80 000 ménages, soit environ 400 000 habitants, ont évacué la ville de Goma jeudi», ont annoncé à la mi-journée les autorités de la province du Nord-Kivu, dont Goma est la capitale.

Vendredi soir, le Président rwandais Paul Kagame, «très préoccupé» par la situation, a appelé à un «soutien mondial et urgent face à la crise humanitaire» causée notamment par l'exode de centaines de milliers de Congolais, y compris vers le Rwanda. Quasi déserte au petit matin, la ville a retrouvé au fil des heures et par endroits une reprise d'activité, mais bien moins qu'à l'ordinaire dans cette agglomération habituellement grouillante de deux millions d'habitants, coincée entre les pentes noires du Nyiragongo et les rives du lac Kivu. La plupart des magasins et commerces du centre-ville sont restés fermés.

Balluchons sur la tête ou accrochés à l'arrière de taxi-motos surchargés, des familles ont continué à partir. La nuit et la journée ont été marquées par une baisse notable du nombre et de l'intensité des tremblements de terre. Des panaches de fumée noire s'échappant du cratère à l'horizon en fin d'après-midi ont cependant relancé les inquiétudes.

«Je reste en ville, je sais que je suis en danger imminent mais je n'ai pas le choix», a raconté la tenancière d'une boutique de vente de bières restée ouverte, Aline Uramahoro. «Je quitterai quand le volcan commencera à cracher». Jeudi, dans un soudain exode, les habitants ont fui la ville dans la peur et la précipitation après un ordre d'évacuation «préventive» et «obligatoire» face aux risques d'une nouvelle éruption.

Une première éruption sans aucun signe avant-coureur avait

eu lieu hier dernier, provoquant déjà la fuite des habitants, rentrés pour beaucoup le lendemain. Deux immenses coulées de lave se sont échappées des flancs du volcan, dont l'une est venue s'immobiliser dans les faubourgs Nord-Est de Goma. Au moins 32 personnes ont trouvé la mort, entre 900 et 2 500 habitations détruites, soit déjà environ 20 000 sans-abri ou déplacés. «Deux accidents ont provoqué la mort de deux personnes jeudi», selon la province, ce qui porte donc le bilan à 34 tués depuis une semaine.

La mesure d'évacuation «reste toujours en vigueur», alors «qu'on ne peut toujours pas actuellement exclure une éruption à terre ou sous le lac, qui pourrait advenir avec très peu, voire aucun signe précurseur», a prévenu de nouveau le gouverneur. «La sismicité et la déformation du sol continuent à indiquer la présence du magma sous la zone de Goma, avec une extension sous le lac Kivu». «Le point de sortie des laves n'est pas prévisible pour le moment, la population doit rester vigilante et à l'écoute des informations transmises», alors que la situation «peut évoluer rapidement». Le gouvernement avait listé jeudi quatre types de risques : les tremblements de terre, la toxicité de l'air et de l'eau du fait des cendres dispersées dans l'atmosphère, une «éruption secondaire» avec possiblement des laves surgissant directement du sol dans la ville. Et enfin le «scénario



PH. > D. R.

catastrophe» de la remontée d'une «poche de gaz» des profondeurs du lac Kivu. La région de Goma est une zone d'intense activité volcanique, avec six volcans, dont le Nyiragongo et le Nyamuragira qui culminent respectivement à 3 470 et 3 058 mètres. Ce risque d'«éruption limnique» est clairement identifié depuis longtemps pour le lac Kivu, dont les profondeurs contiennent beaucoup de méthane. L'écoulement du magma y provoquerait une émanation vers la surface de gaz toxique, méthane et dioxyde de carbone. L'évacuation surprise de jeudi, qui s'est faite la peur au ventre et dans le plus grand désordre, ne concernait en théorie que 10 des 18 quartiers de Goma, mais ce sont en fait la grande majorité des habitants qui ont fui sans aucune assistance sur trois principaux axes – vers la localité de Sake à l'Ouest, vers le Rwanda tout proche à l'Est, vers le Nord-Est – ainsi que

par bateau sur le lac. Toute la journée, dans la poussière, les cris et la précipitation, ces déplacés, en véhicule ou à pied, ont pris la fuite au milieu d'embouteillages s'étirant sur des kilomètres sur la route de Sake. «Épuisés, traumatisés, assoiffés, ils sont arrivés à Sake à la recherche d'un abri sans savoir de quoi demain sera fait», a témoigné sur twitter l'ONG Médecins sans frontières (MSF). «Nous étions comme des brebis sans bergers», a raconté sur un média congolais l'un de ces infortunés. «Beaucoup parmi nous avons passé la nuit affaiblis. Il faut que les autorités se souviennent que nous sommes aussi des Congolais, nous avons droit à l'eau et la nourriture».

Près de 10 000 personnes ont trouvé refuge à Bukavu, capitale du Sud-Kivu voisin sur la rive sud du lac, selon le gouverneur Theo Ngwabidje. Beaucoup sont dans des familles d'accueil.

M. M.



## Commentaire

Jeunesse

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a une semaine, l'on découvrait sur YouTube une vidéo d'Emmanuel Macron en compagnie de deux youtubeurs très en vogue parmi les jeunes Français, dans laquelle le chef d'État se prêtait à des jeux et des concours d'anecdotes dans le château de l'Élysée. Une vidéo qui aujourd'hui accumule déjà treize millions de vues et a suscité moult réactions au sein de la classe politique et médiatique. Or, il semblerait que la stratégie de communication d'Emmanuel Macron ait séduit les Français. Depuis plusieurs mois, le président de la République mise ainsi sur les réseaux sociaux pour conquérir la jeunesse. Et à en croire les résultats d'un sondage Harris Interactive pour LCI, cette tactique porte ses fruits. En effet, la confiance des Français envers le locataire de l'Élysée a augmenté de deux points en un mois, atteignant les 48 %. Une cote de popularité soutenue par les jeunes. Le chef de l'État a gagné huit points auprès des jeunes pour grimper à 63 %. Ce baromètre de la confiance politique publié vendredi établit un lien entre ces chiffres et la diffusion, dimanche 23 mai, d'une émission à l'Élysée avec les youtubeurs McFly et Carlito. «Jamais le niveau de confiance de la part de cette frange de population n'a été aussi élevé», a assuré Jean-Daniel Lévy, directeur délégué de Harris Interactive, cité dans un communiqué. «Cette évolution positive ne peut pas être uniquement imputée à l'échange avec les youtubeurs, mais on ne peut considérer que 10 millions de vues en 24 heures soient sans effet», a-t-il ajouté. Le Premier ministre, Jean Castex, reste stable à 40 % dans ce sondage réalisé en ligne du 25 au 27 mai auprès de 1 025 personnes. Au sein du gouvernement, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, est celui qui a le taux de confiance le plus élevé à 47 % (stable), juste devant sa collègue de la Culture, Roselyne Bachelot, à 46 % (+ 2 points) et Jean-Yves Le Drian, aux Affaires étrangères, qui perd deux points à 46 %. Parmi les autres personnalités politiques, l'ancien Premier ministre Édouard Philippe est celui qui a toujours la plus grande cote de confiance (47 %), même s'il perd deux points. Il devance largement Nicolas Hulot, stable à 38 %, Valérie Pécresse, stable également à 33 %, et Xavier Bertrand (32 %), qui perd trois points par rapport à avril. Marine Le Pen se situe à 28 %, soit un point de plus que le mois dernier. À gauche, l'ancien Premier ministre Bernard Cazeneuve est le mieux classé à 28 %, bien qu'il perde trois points. Par ailleurs, près de quatre personnes interrogées sur quatre font confiance pour faire de bonnes propositions en matière de sécurité à Emmanuel Macron (43 %), Xavier Bertrand (41 %) et Marine Le Pen (40 %). Ainsi, la majorité des personnalités politiques et médiatiques qui ont sévèrement critiqué la vidéo dans laquelle apparaissait le président français, accusant ce dernier de porter atteinte à la fonction de président de la République française, s'ils ont certainement eu raison sur le fond, n'ont pas mesuré l'impact que ce type de stratégie pouvait avoir sur une jeunesse biberonnée par les réseaux sociaux. Reste à voir si après l'avoir épuisé et critiqué, d'autres responsables politiques, notamment des candidats à la présidentielle de 2022, se prêteront au même jeu dans l'espoir de glaner également quelques points de popularité auprès de la jeunesse.

F. M.

## Avion intercepté

## Washington annonce des mesures punitives contre le Bélarus

Le gouvernement américain a annoncé, vendredi, des mesures punitives contre le Bélarus visant le régime du Président Alexandre Loukachenko, lequel a été reçu par son homologue russe Vladimir Poutine en plein scandale international causé par l'interception, le 23 mai, d'un avion de ligne européen pour arrêter un journaliste. La porte-parole de la Maison-Blanche, Jen Psaki, a appelé à «une enquête internationale crédible» sur le détournement d'un avion de Ryanair reliant Athènes à Vilnius, escorté jusqu'à Minsk par un avion de chasse bélarusse. Ces événements sont «un affront direct aux normes internationales», a estimé M<sup>me</sup> Psaki. Les États-Unis préparent avec l'Union européenne «une liste de sanctions ciblées à l'encontre de membres-clés du régime de Loukachenko associées aux violations actuelles des droits de l'Homme et à la corruption, la falsification des élections de 2020 et aux événements du 23 mai», a poursuivi la porte-parole. Le département du Trésor américain travaille aussi à l'élaboration de sanctions contre

«des éléments du régime de Loukachenko et son réseau de soutien». Les États-Unis ont, par ailleurs, recommandé à leurs citoyens d'éviter de se rendre au Bélarus, et «de faire preuve de précautions extrêmes» au cas où ils envisageraient de prendre un avion survolant le pays. Washington a confirmé l'entrée en vigueur, le 3 juin, de sanctions économiques contre neuf entreprises publiques du Bélarus, réimposées en avril à la suite de la répression des manifestations pro-démocratie. Dans une claire démonstration de soutien au régime bélarusse, Vladimir Poutine a reçu vendredi Alexandre Loukachenko dans la ville balnéaire de Sochi, au bord de la mer Noire. «Je suis très content de vous voir», a déclaré M. Poutine, tout sourire, en l'accueillant dans sa résidence d'été, lui proposant de faire après la rencontre une baignade en mer. Il a acquiescé lorsque M. Loukachenko a décrit la crise comme un «accès d'émotion» et a rappelé devant les journalistes que l'atterrissage forcé à Vienne en 2013 de l'avion du Président bolivien Evo Morales, soupçon-

né d'être reparti de Moscou avec à son bord le lanceur d'alerte américain Edward Snowden, avait soulevé peu de protestations. «Le président avait été sorti de l'avion, et rien, le silence», a dit M. Poutine. «Ce qu'ils veulent de nous est bien clair, ces amis occidentaux», a dit de son côté M. Loukachenko, estimant qu'il s'agissait de «déstabiliser la situation pour que ce soit comme en août 2020», quand un mouvement de contestation sans précédent avait secoué le Bélarus. Les entretiens à Sochi ont duré plus de cinq heures, mais rien n'a été annoncé. Le détournement du vol Ryanair s'était soldé par l'arrestation d'un journaliste d'opposition bélarusse exilé de 26 ans qui se trouvait à bord. Pour l'UE, qui a demandé dans la foulée aux compagnies aériennes de contourner le Bélarus, l'alerte terroriste invoquée pour justifier le détournement par les autorités de Minsk n'était qu'une mise en scène.

La Russie a assuré cette semaine ne voir «aucune raison» de ne pas croire les explications bélarusses.

Covid-19-Tunisie

# Situation épidémiologique encore alarmante avec une 4<sup>e</sup> vague à l'horizon

■ «La situation épidémiologique en relation avec la propagation du nouveau coronavirus est toujours alarmante et exige encore le plus haut degré de la vigilance», a mis en garde, vendredi, Fayçal Ben Salah, directeur général de la santé au ministère tunisien de la Santé, cité par l'agence TAP.



Par Moncef H.

Dans une déclaration, Fayçal Ben Salah a argumenté ces craintes par l'enregistrement d'un taux de mortalité de plus de 50 cas par jour, en plus de la présence de plus de 600 patients en réanimation.

Il a expliqué que l'enregistrement d'une certaine amélioration de la situation sanitaire en général a, certes, atténué la pression mais cela «ne veut pas, toutefois, dire que le degré des risques n'est pas élevé».

D'après lui, les autorités sanitaires de son pays «se préparent actuellement à une quatrième vague de propagation du Covid-19 que la Tunisie pourrait traverser bientôt».

A noter que la Tunisie a réceptionné, ce vendredi, 256 000 nouvelles doses du vaccin Pfizer, dans le cadre de l'initiative

Covax, supervisée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Avec ce quatrième lot, le nombre de doses attribuées à la Tunisie dépasse les 600 000 doses, dont 347 000 du vaccin américain Pfizer et 256 000 AstraZeneca.

«Les quantités de vaccins reçues par la Tunisie, dans le cadre de l'initiative Covax, ont permis de vacciner 3 % des Tunisiens (...) l'OMS espère que 20 % des Tunisiens soient vaccinés d'ici la fin de 2021», a déclaré le représentant de l'OMS, Yves Souteyrand, à cette occasion.

Pour le directeur général de la Santé, Fayçal Ben Salah, le vaccin contre le Covid-19 «permet une immunité d'une durée de 8 mois (...) des données scientifiques augurent d'une possibilité d'administrer une 3<sup>e</sup> dose».

## 62 nouveaux décès et 1 702 nouvelles contaminations en 24 heures

Pas moins de 62 nouveaux décès et 1 702 nouvelles contaminations par le coronavirus, sur un total de 6 049 analyses effectuées, ont été enregistrés en 24 heures en Tunisie, a fait savoir, vendredi soir, le ministère de la Santé.

Dans son bulletin quotidien sur la situation sanitaire dans le pays, le ministère a indiqué que le nombre de décès totalisés depuis l'apparition de l'épidémie en Tunisie a atteint 12 513 morts.

Le nombre total de guérisons s'est élevé à 299 771 cas après le rétablissement de 440 personnes. Selon la même source, le taux de positivité des tests Covid-19 a atteint 28,14 %.

## Plus de 250 migrants interceptés en Méditerranée

La marine tunisienne et les gardes-côtes ont intercepté, dans la seule journée de vendredi, au moins 262 migrants qui tentaient de rallier clandestinement l'Europe à bord de plusieurs embarcations parties de Tunisie et de Libye, a indiqué le ministère de la Défense.

Un premier groupe de 158 personnes, des Tunisiens et des ressortissants de pays d'Afrique subsaharienne âgés – à l'exception de deux bébés – de 15 à 37 ans, a été ramené à terre, selon un communiqué du ministère. Ils étaient partis dans la nuit de jeudi à vendredi de Sidi Mansour (est), dans la région de Sfax, importante zone de départs clandestins vers l'Italie.

Le même jour, la marine a secouru 104 migrants âgés de 15 à 40 ans, de nationalités tunisienne, marocaine, soudanaise, égyptienne ou ghanéenne, qui étaient partis du port libyen de Zouara. Ils ont également été secourus au large de Sfax.

Le ministère tunisien de l'Intérieur avait, par ailleurs, fait état de l'arrestation la veille, dans plusieurs régions tunisiennes, de 219 personnes pour tentative d'émigration clandestine.

Certains étaient à bord de bateaux quand d'autres étaient soupçonnés d'avoir préparé leur départ.

Manque de perspectives, hausse du chômage en raison de la pandémie, crise politique qui s'éternise : les départs de Tunisie vers les côtes européennes ont atteint en 2020 un pic inédit depuis 2011.

Les traversées périlleuses en Méditerranée centrale, l'une des routes migratoires les plus meurtrières selon les Nations unies, ont également augmenté depuis la Libye voisine.

Plus de 13 350 personnes sont arrivées sur les côtes italiennes depuis janvier, soit trois

fois plus qu'à la même époque en 2020, selon Rome. Parmi elles, 15 % sont de nationalité tunisienne, ce qui constitue la principale nationalité des arrivants par la mer.

Ces dernières semaines, une série de naufrages d'embarcations parties de Tunisie ou de Libye a fait des dizaines de morts.

Selon l'ONU, plus de 700 personnes ont péri depuis le début de l'année en Méditerranée.

## Le président du Conseil présidentiel libyen en visite officielle en Tunisie

Le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed Al-Manfi, effectue une visite officielle en Tunisie, du 29 au 31 mai 2021, à l'invitation du Président Kais Saïed, a annoncé dans un communiqué la Présidence tunisienne.

Selon le communiqué rendu public jeudi sur la page facebook de la République tunisienne, «cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement des liens étroits et historiques de fraternité ainsi que des relations de partenariat entre les deux pays dans divers domaines».

La visite d'Al-Manfi sera également une occasion pour débattre des dossiers liés à la coopération bilatérale et discuter des moyens de la renforcer au niveau des aspirations des deux peuples frères, souligne le communiqué.

La visite du président du Conseil présidentiel libyen en Tunisie sera une occasion pour poursuivre les concertations se rapportant aux questions régionales et internationales d'intérêt commun, d'après la même source.

M. H.

Sahara occidental

# Le prisonnier sahraoui Dedi Ismaili interpelle le CICR à intervenir pour garantir son droit aux soins

Le prisonnier sahraoui Brahim Dedi Ismaili du groupe Gdeim Izik a interpellé le Comité international de la Croix Rouge (Cicr) à intervenir rapidement pour garantir son droit aux soins et s'enquérir sur les conditions de détention de tous les prisonniers civils sahraouis dans les différentes prisons marocaines.

Détenu dans la prison locale de Ait Melloul 2, près de la ville d'Agadir, le prisonnier marocain a demandé dans une lettre adressée au Cicr l'intervention «urgente et immédiate pour garantir son droit juste à consulter un médecin et aux

soins, sous la supervision du bureau du Cicr dans la capitale marocaine».

Il a appelé le CICR à la coordination avec toutes les organisations internationales des droits de l'Homme en vue d'effectuer des visites sur le terrain aux prisonniers civils sahraouis (Groupe Gdeim Izik) et aux autres détenus civils sahraouis dans les différentes prisons marocaines, en vue de s'enquérir de leurs conditions de détention, a indiqué, vendredi, l'Agence de presse sahraouie (SPS).

Cet appel a été lancé après la négligence médicale volontaire dont est victi-

me Brahim Dedi Ismaili par l'administration de la prison d'Ait Melloul 2 et le faux diagnostic au niveau de son genou droit depuis plus de 6 ans, sans pouvoir poursuivre ses soins médicaux.

Brahim Dedi Ismaili a été condamné à perpétuité à l'issue d'un procès sommaire et inique, ont affirmé plusieurs organisations internationales des droits de l'Homme telles que Human Rights Watch et Amnesty International.

Le procès s'est tenu à Rabat après que la Cour marocaine de cassation a annulé les décisions du tribunal militaire pronon-

cé contre les prisonniers civils sahraouis après le démantèlement, dans le sang, du camps de Gdeim Izik, à l'est de la ville occupée de Laayoune.

La famille d'un autre prisonnier au sein du groupe Gdeim Izik, Mohamed Lamine Abidine Heddi, avait exprimé jeudi des inquiétudes quant au sort de son fils dont elle n'a plus de nouvelles depuis 47 jours, les autorités de l'occupation marocaine ayant passé sous silence son état de santé qui s'est détérioré, suite à la grève de la faim qu'il avait entamée.

R. M.





Abdelkrim Sadou, DTN de la FAA

## «Une occasion pour décrocher la qualification aux JO de Tokyo»

Le directeur technique de la Fédération algérienne d'athlétisme, Abdelkrim Sadou, a estimé que la journée Elite, disputée vendredi au stade Sato du complexe olympique Mohamed-Boudiaf (Alger), a constitué une occasion pour les athlètes algériens d'afficher leur niveau et réaliser le minima pour les Jeux olympiques de Tokyo. «Nous avons prévu la programmation des épreuves du 5000m et 10 000m seulement lors de ce meeting, avant de programmer d'autres épreuves afin de permettre à nos athlètes de renouer avec la compétition après plus d'une année d'arrêt à cause de la pandémie de Covid-19», a déclaré Sadou.

Même si les résultats obtenus par les athlètes lors de cette journée Elite n'ont pas atteint le minima pour les JO de Tokyo, Sadou a indiqué que les athlètes algériens auront l'occasion de se rattraper lors des prochains meetings internationaux.

«Nous avons déjà quatre

athlètes qualifiés aux JO de Tokyo, auxquels s'ajoute plusieurs athlètes capables de décrocher leur billet pour les joutes olympiques lors des prochains rendez-vous, notamment les Championnats arabes prévus en Tunisie et les Championnats d'Afrique au Nigeria», a-t-il ajouté.

La journée Elite de la Fédération algérienne d'athlétisme a été marquée par la participation de plusieurs athlètes en course pour une qualification aux JO de Tokyo, à l'image de Yasser Triki au concours du triple saut et les spécialistes du 800m, Mohamed Belbachir et Yacine Hathat.

Selon Sadou, le principal problème des athlètes algériens toujours en course pour une qualification olympique est «la difficulté de voyager en cette période de pandémie, afin de participer aux derniers meetings qualificatifs aux Jeux olympiques pour réaliser les minimas».

Coupe d'Algérie de cyclisme (3<sup>e</sup> étape)

## Les coureurs du GSP dominant

Les cyclistes du Groupement sportif pétrolier (GSP) ont largement dominé la course du circuit fermé comptant pour la 25<sup>e</sup> édition du Grand prix de la ville d'Oran et la 3<sup>e</sup> étape de la Coupe d'Algérie disputée vendredi. Cette course, qui s'est déroulée sur une distance de 81 kilomètres parcourus en 18 tours et dont le coup d'envoi a été donné par le wali d'Oran, Messaoudi Djari, a été très disputée entre les sept premiers qui ont tous réalisé un même temps (2 h 07 mn et 46 sec). Le dernier mot est revenu finalement à Lebsir Aïssa Nadji, suivi par Benghanif Seddik et Hamza Yacine, tous les trois du GSP. Chez les juniors garçons, qui ont parcouru 65 km en 13 tours, les frères Ferkouf Ayoub et Abdelkrim de l'Académie de Constantine ont dominé l'épreuve, alors que la troisième place est revenue à Medjedi Mohamed du Majd Blida.

Au classement général individuel, qui prend en compte aussi la course contre la montre (1<sup>er</sup> étape) qui s'est déroulée jeudi, c'est Cherki Salah Eddine du Amel El Malah (Ain Temouchent) qui s'est adjugé le maillot jaune, alors que les

deuxième et troisième places sont revenues à Mimouni Oussala Abdallah (NR Dely Brahim) et Mansouri Khaled (MC Alger).

Chez les juniors filles (58,5 km) et sans surprise, l'étoile montante du cyclisme algérien, Nesrine Houili (AS Naftal Oran), appelée dans les prochaines semaines à rejoindre un club suisse, a dominé les débats dans cette course sur circuit fermé à laquelle ont participé seulement cinq athlètes, devant Medah Yasmine (NR Dely Brahim) et Azouz Chahra (TC Rouiba).

Le président de la Fédération algérienne de cyclisme, Kheïreddine Barbari, s'est dit, dans une déclaration, très satisfait des conditions dans lesquelles se déroule cette 25<sup>e</sup> édition du Grand prix de la ville d'Oran. Le même responsable a estimé, en outre, que cette troisième étape de la Coupe d'Algérie, après les deux premières organisées à Constantine et Biskra, revêt une importance particulière, dans la mesure où il s'agit d'une compétition expérimentale en prévision des Jeux méditerranéens (JM) prévus à Oran en 2022.

Haltérophilie

## Brahimi élu au Conseil d'administration de la Fédération africaine

L'Algérien Abdellaziz Brahimi a été élu membre du Conseil d'administration de la Fédération africaine d'haltérophilie (WFA), à l'issue du Congrès électoral tenu à Nairobi, au Kenya, en marge des Championnats d'Afrique seniors (hommes et dames) qui se poursuivent jusqu'au 31 mai, a révélé vendredi le site de la Fédération internationale d'haltérophilie (IWF). Brahimi, qui était déjà président de la Fédération algérienne d'haltérophilie, avait occupé durant le mandat écoulé de la Fédération africaine d'haltérophilie

le poste de vice-président, un poste qui s'ajoute à ceux déjà occupés à l'Union arabe de la discipline. Outre l'Algérie, le Conseil d'administration de la Fédération africaine d'haltérophilie (WFA) est composé de : Pius Ochieng (Kenya), Robert Rose (Seychelles), Salim Musoke (Ouganda), Ben Nunoo Mensah (Ghana), Alex Randriamanarivo (Madagascar), Poorun Bhollah (Maurice), Sami Boussarsar (Tunisie). Avant l'élection du Conseil, les représentants de seize fédérations membres

Equipe nationale de football

# Le stage débute dans de bonnes conditions

Le stage de l'équipe nationale de football, qui a débuté la semaine dernière au Centre des équipes nationales de Sidi Moussa, se déroule dans de bonnes conditions, avec des séances d'entraînement quotidiennes lors desquelles le staff technique se base sur les volets physique et tactique pour préparer les prochains matchs amicaux qui auront lieu face à la Mauritanie, le Mali et la Tunisie.

Par Mahfoud M.

Ce stage a été demandé par le coach national Djamel Belmadi, qui souhaite bien préparer les éliminatoires du Mondial 2022 au Qatar. La majorité des joueurs convoqués pour ce stage ont rejoint le groupe, à l'exception de Mahrez qui est attendu aujourd'hui après avoir disputé hier la finale de Ligue des champions d'Afrique avec son club Manchester City face à l'autre club anglais, le FC Chelsea. Il faut savoir que le premier match est programmé pour le 3 juin prochain face à la Mauritanie et se déroulera à Blida, de même que celui face au Mali (6 juin), alors que la rencontre-test face au voisin tunisien est prévue pour le 11 juin prochain à Tunis. Tous les moyens ont été mis à la disposition des Verts par la FAF pour réussir ce stage et ces matchs de préparation. A ce propos, le président de la fédération, Amara Charaf-Eddine, a rendu visite ce week-end, aux membres de l'EN pour s'enquérir des conditions dans lesquelles



Les joueurs se remettent dans le bain pour préparer de nouvelles échéances

ils travaillent. Le patron de la FAF a eu une discussion avec le coach national Djamel Belmadi avant que ce dernier ne le présente aux joueurs présents lors de ce stage. Amara a ensuite dîné avec les membres de la sélection nationale, tout en promettant de revenir prochainement, toujours pour s'enquérir des conditions du déroulement

de ce stage.

Sur un tout autre plan, la sélection a stagné à la 33<sup>e</sup> place au classement de la Fédération internationale (Fifa), dont l'édition du mois de mai a été publiée jeudi. Sur le plan continental, l'Algérie a également conservé sa 4<sup>e</sup> position, devancée par le Sénégal (22<sup>e</sup>), la Tunisie (26<sup>e</sup>), et le Nigeria (32<sup>e</sup>).

Supercoupe d'Afrique interclubs

## Le Ahly d'Egypte sacré pour la 7<sup>e</sup> fois

Le club égyptien d'Al-Ahly a remporté la septième Supercoupe d'Afrique de son histoire, en dominant les Marocains de la RS Berkane (2-0) en match disputé vendredi à Doha (Qatar). La première période s'était achevée sur un score vierge, mais les Egyptiens, vain-

queurs de la précédente édition de la Ligue des champions, ont bien exploité les 45 dernières minutes de la rencontre pour marquer deux buts. La première réalisation a été signée Mohamed Chérif (57') et la seconde Salah Mohsen (82'), alors que la RS Berkane, détentrice de la dernière

édition de la Coupe de la CAF, avait raté deux grosses occasions en première mi-temps, respectivement par Mohamed Ferhane (27') et Mohamed Aziz (45'+3). Il s'agit de la septième Supercoupe d'Afrique au riche palmarès du Ahly, après celles de 2002, 2006, 2007, 2009, 2013, et 2014.

Meeting de Monaco de natation (1<sup>er</sup> étape de Mare Nostrum)

## L'Algérie avec trois représentants sur «Le Rocher»

L'Algérie sera représentée par trois nageurs au meeting de Monaco, prévu hier et aujourd'hui sur «Le Rocher», pour le compte de la première étape du circuit annuel «Mare Nostrum», a-t-on appris vendredi auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAN). Il s'agit de

Jaoued Syoud et Ramzi Couchar chez les messieurs, ainsi qu'Amel Melih chez les dames, «avec l'ambition de réussir de bons résultats, pour consolider leurs chances d'aller aux JO de Tokyo».

Outre les olympiades nippones, ces trois nageurs viseront également «une qualifica-

tion aux prochains Mondiaux en petit bassin (25 mètres), prévus au mois de décembre 2021 à Abu Dhabi (Emirats arabes unis), ainsi qu'aux prochains Mondiaux en grand bassin (50 mètres), prévus en mai 2022 à Fukuoka (Japon)», a encore précisé la FAN. La deuxième étape du circuit Mare Nostrum est prévue les 1<sup>er</sup> et 2 juin, dans la ville française de Cannes, alors que la troisième étape aura lieu les 5 et 6 du même mois à Barcelone (Espagne). Trois nageurs algériens ont déjà arraché les minimas pour les JO de Tokyo, à savoir : Oussama Sahnoun (minima A du 50m et du 100m nage libre), Jaoued Syoud (minima B du 200m quatre nages et du 100m et 200m papillon), et Abdallah Ardjoun (minima B du 100m et du 200m dos).

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Comité olympique et sportif algérien

## Abdelhakim Boughadou annonce sa candidature pour le poste de président

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne de natation, Abdelhakim Boughadou, a annoncé, hier à Alger, sa candidature pour le poste de président du Comité olympique et sportif algérien (COA) dont l'Assemblée générale électorale est prévue le 8 juin prochain. «Après consultations avec des membres de notre bureau fédéral et des présidents de quelques fédérations olympiques et non olympiques, j'ai décidé de me porter candidat à la présidence du Comité olympique algérien», a déclaré Boughadou en marge des travaux de l'assemblée générale ordinaire du COA organisée à Alger.

Boughadou envisage de proposer un programme offrant une nouvelle vision, avec notamment une moralisation du sport olympique, outre d'autres points qu'il

dévoilera prochainement. «Les grandes lignes de mon programme s'articulent autour des questions liées à la restructuration, l'encadrement, la gestion, la révision des primes allouées aux Fédérations nationales et aux athlètes de haut niveau, ainsi que d'autres points que j'évoquerai lors de mes prochaines rencontres avec la presse», a indiqué Boughadou, ajoutant que «l'ancien mandat a connu quelques perturbations, causées probablement par la pandémie de Covid-19».

Abdelhakim Boughadou est le deuxième candidat au poste de président du COA après Abderrahmane Hammad, l'actuel président de l'instance, qui avait annoncé qu'il allait briguer un nouveau mandat olympique 2021-2024.

O. N.

Cyclisme

## Le tour d'Algérie 2021 annulé

L'ÉDITION 2021 du Tour d'Algérie cycliste (TAC), prévue pour juillet prochain, a été finalement annulée en raison de la pandémie de nouveau coronavirus, a-t-on appris, hier, de la Fédération algérienne de la discipline (FAC). La décision a été prise suite à l'avis défavorable émis par la Commission scientifique chargée du suivi de l'évolution de la pandémie, a indiqué à l'APS le président de la FAC, Kheireddine Barbari, en marge de la 3<sup>e</sup> étape de la Coupe d'Algérie et la 25<sup>e</sup> édition du Grand prix de la ville d'Oran, clôturée hier. «La FAC avait espéré, dans un premier temps, que le tour d'Algérie, annulé également l'année passée, ait lieu comme prévu en juillet prochain, mais comme le dernier mot ne nous revient pas, nous sommes dans

l'obligation de l'annuler. L'intérêt général passe avant tout, d'autant que cette épreuve connaît la participation de coureurs de différents pays», a expliqué le président de la FAC, qui a été élu, il y a quelques semaines, pour un nouveau mandat à la tête de cette instance. L'ex-président de la Ligue de Biskra de cyclisme a, en revanche, fait savoir que la Coupe d'Afrique de cyclisme, prévue à Oran en début de septembre prochain et inscrite dans le programme de la Fédération internationale de la discipline, «est, jusqu'à preuve du contraire, maintenue». Cette épreuve s'inscrit également dans le cadre des préparatifs de la capitale de l'Ouest pour accueillir la 19<sup>e</sup> édition des Jeux méditerranéens lors de l'été 2022, a-t-il rappelé.

R. S.

Gardes-côtes

## L'Indonésie libère un pétrolier iranien 4 mois après l'avoir saisi

L'INDONÉSIE a libéré un pétrolier iranien saisi par les gardes-côtes du pays en janvier dernier, a rapporté hier la chaîne de télévision nationale iranienne. «Le MT Horse, qui appartient à la National Iranian Tanker Company, était détenu dans les eaux indonésiennes depuis le 24 janvier. Il a été libéré vendredi», indique le reportage. Le navire a été libéré après une bataille juridique et la mise en œuvre d'efforts de hauts responsables iraniens et «a maintenant repris sa mission», a-t-il ajouté. En janvier, l'Indonésie a annoncé que ses garde-côtes avaient «saisi le MT Horse, battant pavillon iranien et les navires MT Freya, battant

pavillon panaméen, pour des soupçons de transfert de pétrole illégal dans les eaux du pays».

R. I.

TiziOuzou

## Une personne tuée dans un accident de la route

UNE PERSONNE a trouvé la mort et une autre a été blessée hier, peu après 4 h du matin, dans un accident de la route survenu sur la RN12, à hauteur du lieu-dit Chamllal (7 km à l'est de Tizi ouzou). A l'origine du drame, selon les indications fournies par la Protection civile, le dérapage d'un véhicule léger qui a occa-

sionné le décès d'un homme de 30 ans et des blessures à un autre de 23 ans.

Les deux victimes ont été transférées au CHU de Tizi Ouzou et une enquête a été ouverte par les services de sécurité pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.

Hamid M.

## Les revenus du pétrole toujours en baisse



Djalou@hotmail.com

Khenchela/Ancien joueur international

## Le corps sans vie de Nabil Kassimi retrouvé dans la forêt d'Ain Mimoune

■ La personne suspectée d'avoir perpétré ce crime, dont a été victime l'ancien joueur international vendredi soir à une heure tardive, a été appréhendée «en un temps record» par les éléments de la Gendarmerie nationale.

Par Racim S.

Les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Tamza (wilaya de Khenchela) ont retrouvé vendredi soir le corps sans vie de l'ancien joueur international, Nabil Kassimi, dans la forêt d'Ain Mimoune, dans la commune de Tamza, a-t-on appris, hier, auprès de ce corps de sécurité. Les éléments de la Gendarmerie nationale ont retrouvé le cadavre de Nabil Kassimi, ancien joueur de l'USM Khenchela et ancien attaquant international, en bordure de route, dans la forêt de Ain

Mimoune, présentant des traces de coups portés par un objet contondant sur plusieurs parties du corps, a-t-on indiqué de même source. Le cadavre de l'ancien joueur a été transporté, a-t-on ajouté, par les éléments de la Protection civile à la morgue de l'Établissement public hospitalier (EPH) Ahmed-Ben-Bella du chef-lieu de wilaya. Selon la même source, la personne suspectée d'avoir perpétré ce crime, dont a été victime l'ancien joueur international vendredi soir à une heure tardive, a été appréhendée «en un temps record» par les éléments de la Gendarmerie nationale et transférée au siège de la

brigade territoriale de Khenchela pour les besoins de l'enquête, et ce, avant de transmettre son dossier aux autorités judiciaires compétentes. Mort à l'âge de 70 ans, Nabil Kassimi était l'un des joueurs les plus en vue du football dans la wilaya de Khenchela, notamment au cours des années 1970, durant lesquelles il avait contribué à l'ascension du club de football local en division I, lors du championnat national de la saison 1974-1975. Cet ancien joueur international avait également endossé le maillot de l'équipe nationale de football durant la même période.

R. S.

Tébessa

## Reprise des «fouilles de sauvetage» sur le site archéologique de Tiféche

Les services de la Direction de la culture et des arts de la wilaya de Tébessa ont repris les «fouilles de sauvetage» sur le site archéologique de Tiféche, dans la commune de Negrine (160 km au sud du chef-lieu), a indiqué, hier, le responsable de cette direction, Djamel Eddine Abidi.

«Après l'arrêt des travaux l'année passée, suite à la pandémie de Covid-19, les fouilles ont repris et se poursuivront durant la période comprise entre le 27 mai courant et le 12 juin prochain, conformément aux directives du ministère de tutelle», a précisé à l'APS le même responsable. Une équipe de chercheurs archéologiques a ainsi repris les fouilles sur ce site, à la recherche d'éventuels vestiges qui seront étudiés et conservés au musée local, a fait savoir la même source. Cette équipe se compose de D' Ilyès Arifi, chercheur au Centre national de recherche en archéologie (Cnra), Karim Tighermine du même Centre et Mehrene Salmi, coordonnateur du patrimoine culturel à la Direction de la culture de Tébessa, en plus d'autres chercheurs en archéologie, a précisé M. Abidi. Pour rappel, un

citoyen a découvert, en janvier 2020, une mosaïque dont une partie avait été endommagée au cours des travaux de creusement qu'il effectuait dans sa ferme, dans la région de Tiféche, connue pour la richesse de ses vestiges appartenant aux différentes civilisations qui se sont succédées dans la région, a rappelé le directeur de la culture. La découverte a été signalée aux services de la Culture et une équipe d'experts du Cnra avait été aussitôt dépêchée pour procéder à son examen et à sa datation. Les premières constatations, à l'époque, avaient mis en relief que cette mosaïque servait de pavage à la chambre chaude de thermes romains datant du IV<sup>e</sup> ou du V<sup>e</sup> siècle.

Maya G.